

Paris, le 21 février 2026

LETTRE AUX AGRICULTRICES ET AGRICULTEURS

« Il faut de l'espoir chez celui qui laboure pour ensemençer la terre. Et le meunier doit moudre le grain en espérant recevoir sa part pour nourrir les siens. » (1 Co 9, 10).

Vous qui labourez pour ensemençer la terre et lui faites porter du fruit, vous qui prenez soin de vos bêtes, vous qui entretenez nos vallées, nos collines et nos paysages, vous qui nourrissez le monde chaque jour, bien souvent sans répit ni juste reconnaissance, nous vous avons rencontrés à de multiples reprises ces derniers mois, ces dernières années. Nous avons entendu votre exaspération contre des mesures décidées loin des réalités de vos exploitations, sans concertation de proximité. Nous déplorons les jugements hâtifs d'une société majoritairement métropolisée qui, trop souvent, méconnaît les contraintes de votre labeur. Nous avons conscience du poids de la dématérialisation numérique et des surcharges administratives qui se substituent à la relation humaine. Nous entendons vos inquiétudes face à la mondialisation des échanges, le dérèglement climatique, l'avenir de la politique agricole. La souffrance de l'éleveur qui voit son élevage brutalement abattu nous affecte. La détresse et la douleur de ceux qui sont isolés et baissent les bras nous éprouvent.

De crise en crise, les circonstances appellent à des transitions nécessaires qui redonnent espoir et confiance. **A l'occasion de l'ouverture du Salon de l'agriculture, nous souhaitons formuler trois points d'attention.**

La souveraineté alimentaire ne saurait être déléguée sans risques majeurs. Elle n'a pas à être une variable d'ajustement du commerce mondialisé, ni le jouet de la concurrence effrénée au détriment des cultures vivrières des peuples et de leur santé. *« Quand nous lisons le récit de ce qui est communément appelé la « multiplication des pains », rappelait récemment le pape Léon XIV dans son discours à la Conférence de la FAO, nous nous rendons compte que le véritable miracle accompli par le Christ a été de mettre en évidence que la clé pour vaincre la faim consiste davantage à partager qu'à accumuler de façon avide. »* Manger n'est pas une option, et l'aliment ne doit jamais devenir un bien spéculatif. L'abondance des étalages nous fait oublier combien notre pain quotidien repose sur votre travail et le soin que vous apportez à la terre. La nourriture pas chère quoi qu'il en coûte masque un impact social et environnemental problématique en concédant d'incroyables distances parcourues de la fourche à l'assiette. Ce que le consommateur ne paie pas, vous le subissez.

Le dialogue a besoin de se rétablir avec l'ensemble de la société car un fossé s'est creusé. « *Des changements radicaux et urgents sont donc nécessaires pour redonner à l'agriculture et aux cultivateurs leur juste valeur comme base d'une saine économie, dans l'ensemble du développement de la communauté sociale* » écrivait le pape Jean-Paul II¹. Par une écoute renouvelée de vos syndicats, de vos organismes, et de vos représentants, notre société doit évoluer dans la conscience des défis complexes que vous portez et des injonctions contradictoires que vous recevez. Citons les attentes des consommateurs, l'endettement bancaire, les enjeux de la recherche agronomique pour inventer des solutions novatrices respectueuses des écosystèmes et de la santé, des relations parfois tendues avec les industries semencières et agroalimentaires, un marché mondialisé. Parmi les pistes d'avenir, nous avons constaté combien la relocalisation de l'agriculture sur un territoire redonne du sens et du crédit à une politique locale et qu'elle rapproche producteurs, distributeurs et consommateurs.

Enfin, nous affirmons que, **pour nous chrétiens, l'espérance que nous voulons porter pour le monde revêt une dimension spirituelle**. Notre « maison commune », selon la belle expression du pape François dans l'encyclique *Laudato Si*, est bien autre chose qu'un simple marché où l'on pourrait produire sans limites. Dans cette maison commune, nous voulons prendre en compte « *le cri de la terre et le cri des pauvres* »², par l'éducation, la solidarité, des pratiques coopératives, le partage de transitions réussies ici où là. Une maison commune intègre aussi les prochaines générations. Le désir d'agriculture persiste chez les jeunes. Beaucoup aspirent à des modèles plus diversifiés, moins intensifs, porteurs de sens, avec une vie familiale plus équilibrée, et un cadre moins contraignant pour faciliter les transmissions et accueillir plus largement.

En vous exprimant **notre profonde gratitude et notre soutien**, nous voulons, au nom de notre foi au Christ, nous engager à vos côtés d'une façon renouvelée, pour être **des facilitateurs de liens, de rencontre, de dialogue** entre vous et avec la société et, ensemble, **travailler à la construction d'un monde commun et plus fraternel**.

Monseigneur Denis JACHET, président du pôle « Dialogue et Bien commun »
Monseigneur Didier NOBLOT, évêque accompagnateur de l'équipe nationale « Mission rurale »
Père Arnaud FAVART, délégué national à la Mission rurale

¹ Laborem Exercens, paragraphe 21

² Laudato Si, paragraphe 13